

Chris Hedges : Comment fonctionne la tyrannie des entreprises

25 août 2020 par Chris Hedges, ScheerPost.com <https://consortiumnews.com/2020/08/25/chris-hedges-how-corporate-tyranny-works/>

Chris Hedges est journaliste lauréat du prix Pulitzer, il a été pendant quinze ans correspondant à l'étranger pour le New York Times, où il a occupé les fonctions de chef du bureau du Moyen-Orient et de chef du bureau des Balkans. Auparavant, il a travaillé à l'étranger pour le Dallas Morning News, le Christian Science Monitor et National Public Radio. Il a publié une chronique hebdomadaire pour le site web progressiste Truthdig pendant 14 ans jusqu'à ce qu'il soit licencié avec toute l'équipe de rédaction en mars 2020. [Hedges et le personnel s'étaient mis en grève au début du mois pour protester contre la tentative de l'éditeur de licencier le rédacteur en chef Robert Scheer, pour demander la fin d'une série de pratiques de travail déloyales et le droit de former un syndicat]. Il est l'animateur de l'émission On Contact de RT America, nommée pour les Emmy Awards. Cette chronique a été publiée sur Scheerpost, pour laquelle Chris Hedges écrit une chronique régulière deux fois par mois.



Steven Donziger. (Image extraite d'une vidéo d'Amazon Watch et Frente de Defensa de la Amazonia)

Le harcèlement dont est victime l'avocat Steven Donziger illustre tristement ce qui arrive quand on s'oppose aux vrais centres du pouvoir, masqués et ignorés derrière la langue de bois clivante de la Maison blanche de Trump ou les radotages émotionnels du Parti démocrate. Ceux qui, comme Donziger, au nom des plus vulnérables, dénoncent et combattent le contrôle des multinationales sur notre société voient le système judiciaire, la presse et les institutions gouvernementales s'unir pour les crucifier.

"Ca a été une longue bataille, 27 ans," m'a dit Donziger depuis son appartement de Manhattan quand je lui ai téléphoné. Donziger, qui, au nom des communautés autochtones et les paysans en Equateur, lutte depuis presque trois décennies contre les polluantes compagnies pétrolières américaines responsables de pollutions majeures, est depuis un an assigné à résidence à Manhattan. Son procès devant la cour fédérale de New York pour outrage à magistrat commencera le 9 septembre, et pourrait lui valoir six mois de prison. Depuis qu'il a obtenu en 2011 un verdict favorable à hauteur de plusieurs milliards de dollars contre le géant pétrolier Chevron, la multinationale le poursuit personnellement avec des procès qui menacent de le détruire financièrement, professionnellement et personnellement.

"Notre stratégie à long terme est de diaboliser Donziger", est-il écrit dans une note interne de Chevron en 2009, que Courthouse News a pu consulter.

"Tout a commencé quand Texaco est arrivé en Equateur, en Amazonie, dans les années 1960, et a obtenu un contrat de complaisance auprès du gouvernement militaire qui était alors à la tête du pays", dit Donziger. "Au cours des 25 années suivantes, Texaco a été l'opérateur exclusif dans une très grande partie de l'Amazonie qui comptait plusieurs gisements de pétrole, sur 2400 kilomètres carrés. Ils ont foré des centaines de puits. Ils ont créé des milliers de fosses de déchets toxiques à ciel ouvert et non étanches, où ils ont déversé des métaux lourds et des toxines qui remontaient du sol à mesure qu'ils foraient. Ils ont fait courir des tuyaux depuis ces fossés jusqu'aux rivières et ruisseaux dont les populations locales ont besoin pour boire, pêcher et subsister. Ils ont pollué cet écosystème vierge, dans lequel vivaient ces peuples

autochtones, ainsi qu'un grand nombre d'autres communautés rurales non-indigènes. C'était de l'empoisonnement industriel de masse."écosystème vierge, dans lequel vivaient ces peuples autochtones, ainsi qu'un grand nombre d'autres communautés rurales non-indigènes. C'était de l'empoisonnement industriel de masse."



(Image extraite d'une vidéo d'Amazon Watch et Frente de Defensa de la Amazonia)

"Quand je m'y suis rendu au début des années 1990, beaucoup de gens étaient morts, selon plusieurs expertises de santé indépendantes les taux de cancer flambaient, les gens étaient en très grande souffrance. Texaco ne se souciait aucunement de la vie des habitants. J'étais alors, en 1993, très jeune avocat, quand je suis allé pour la première fois en Equateur. J'étais face à une scène d'apocalypse. Il y avait du pétrole sur les routes. Les gens vivaient dans une pauvreté abjecte. Ils n'avaient pas de chaussures. Leurs pieds étaient souillés de pétrole quand ils marchaient sur les routes. La pollution pétrolière avait imprégné tous les aspects de la vie quotidienne. Il y en avait dans les stocks de nourriture. Il y en avait dans les réserves d'eau. Il y en avait dans l'air. Un individu moyen était là-bas exposé plusieurs fois par jour à de très dangereuses toxines cancérigènes, avec des résultats prévisibles."



Donziger et ses clients en Equateur (photo S.Donziger)

"Avec d'autres avocats, j'ai engagé une action en justice contre Texaco à New York. Nous l'avons fait à New York parce que le siège social de Texaco s'y trouvait en 1993. C'est à New York qu'avaient été prises les décisions de polluer l'Equateur, de se prendre pour Dieu vis-à-vis des peuples équatoriens. Nous les avons poursuivis à New York. Texaco a essayé de renvoyer le dossier en Equateur où ils n'avaient jamais été tenus pour responsables, où ils savaient que les peuples autochtones n'avaient ni l'argent ni les ressources pour trouver des avocats."

"Ça a été renvoyé en Equateur".

"Ils croyaient que ça disparaîtrait, tout simplement", dit Donziger. "Au cours des dix années suivantes, on s'est battu pour obtenir un procès devant un jury aux Etats-Unis. Ils ont fini par remporter cette bataille. Il a été renvoyé en Equateur." "Nous avons commencé à travailler avec une équipe d'avocats équatoriens au début des années 2000. Nous avons engagé des poursuites judiciaires. Nous avons produit un grand nombre de preuves scientifiques et de témoignages, démontrant qu'ils avaient probablement causé la pire pollution pétrolière au monde. La population locale et les experts ont appelé ça le "Tchernobyl de l'Amazonie". Ils en ont déversé 60 milliards de litres. Ils l'ont fait délibérément, pour économiser de l'argent. C'est différent du déversement de BP dans le Golfe du Mexique, qui était un accident tragique, même s'il était la conséquence d'une négligence terrible de la part de BP. Ça a été fait à dessein pour polluer, en sachant que des gens allaient mourir, et que des groupes autochtones allaient être décimés, et que cette partie magnifique de l'Amazonie serait détruite."

Selon Amazon Watch, le refus de même respecter la moindre règle environnementale a permis à Texaco d'économiser environ 3\$ pour chaque baril de pétrole produit au cours de 26 années (1964-1992), autrement dit environ 5 milliards de dollars de recettes. Les centaines de fossés pleins de déchets que la compagnie a fini par abandonner en Equateur contiennent en moyenne 200 fois la contamination autorisée selon les standards mondiaux.



Veronica Gauman et sa mère Carmen, une famille parmi les milliers de personnes, victimes de l'épidémie de malformations congénitales consécutive à la contamination par le pétrole. © Amazon Watch

"Ils ont essayé de nous broyer en usant des tactiques classiques de défense des entreprises", commente Donziger à propos de l'affrontement judiciaire. "Ils ont déposé des milliers de requêtes. On a tenu bon. On avait une super équipe juridique d'avocats équatoriens." Finalement, ce sont ces avocats qui ont remporté une victoire éclatante, un rare moment de responsabilisation pour les conglomérats des pays industrialisés qui violent l'environnement dans les pays en développement en exploitant des gouvernements faibles et corrompus.

"Le verdict est tombé, environ 18 milliards de dollars en faveur des communautés affectées, ce qui est le minimum pour permettre de nettoyer les dégâts réels et indemniser la population pour une partie de son préjudice. Cela a été finalement réduit en appel en Equateur à 9,5 milliards de dollars, mais le jugement a été confirmé par trois cours d'appel, notamment la plus haute cour d'Equateur. Il a été confirmé par la Cour suprême canadienne, que les Equatoriens avaient sollicité pour faire exécuter le jugement de façon unanime en 2015."

// VIDEO <https://youtu.be/jrpLNMjH31U>

Chevron, ainsi que le démontrent les preuves accumulées contre l'entreprise, a vendu ses actifs en Equateur et quitté le pays. Elle a menacé les plaignants de "procès à vie" s'ils tentaient de récupérer leur dû, et selon des notes internes de Chevron, ont lancé une campagne légale et médiatique qui leur a coûté environ 2 milliards de dollars pour éviter d'avoir à payer des dommages et pour diaboliser Donziger.

C'est par le journalisme que Donziger en est arrivé à cette bataille épique contre Chevron. "J'étais journaliste dans le journal de mon université", dit-il en évoquant le temps où il était étudiant spécialisé en histoire à l'Université Américaine [L'American University est une université privée américaine fondée en 1893 en vertu d'un Acte du Congrès. Située dans l'un des quartiers les plus résidentiels du district de Columbia, elle est souvent connue par son sigle « A.U.,NdT]. "Mon premier emploi en sortant de l'université a été journaliste auprès de United Press International (UPI). J'ai travaillé pour l'UPI à Washington. L'UPI était très présente en Amérique latine. J'ai voyagé à Managua en 1983 ou 1984, je ne me rappelle plus exactement, et j'ai trouvé du travail auprès du bureau de l'UPI. J'avais 23 ans. J'ai travaillé au bureau de l'UPI de Managua pendant l'ère sandiniste."

Il quitte l'UPI de Managua après un an mais reste au Nicaragua pour travailler en tant que journaliste indépendant pour des journaux tels que The Fort Lauderdale News, The Toronto Star et The Atlanta Constitution. Il y passe à peu près trois ans en tant que journaliste avant d'entrer à l'Ecole de droit de Harvard. Une fois diplômé en droit, en 1991, il travaille comme avocat commis d'office à Washington. Il fait des recherches concernant les victimes civiles irakiennes en Irak suite à la première Guerre du Golfe, cela deviendra un rapport adopté par les Nations Unies.



Une fosse à déchets de Chevron en Équateur © Greenpeace

Un camarade de son école de droit venait d'Equateur. En avril 1993, le père de celui-ci a organisé un voyage pour des avocats et des professionnels du secteur de la santé pour constater la contamination causée par l'industrie pétrolière en Amazonie. De ce voyage, auquel prend part Donziger, découlera le procès contre Texaco. Il fait plus de 250 voyages en Equateur au cours des deux décennies suivantes.

"Le journalisme a considérablement modelé mes points de vue et mes compétences", dit-il. "C'était vital pour que mon travail soit couronné de succès. Dès le début c'était un procès unique, pour plein de raisons, mais l'une d'entre elles était que, en tant qu'équipe, nous avons décidé de travailler sur de multiples fronts. Si nous avions considéré cette affaire uniquement comme un procès, nous n'aurions jamais gagné."

"Chevron contrôlait le système judiciaire équatorien par son influence. Il nous fallait opérer sur différents niveaux, notamment en nous engageant avec les médias et en menant une importante politique de sensibilisation auprès du public. La plupart des Equatoriens, autres que ceux qui vivaient dans la région, ne savaient rien de cette pollution qui avait lieu dans leur pays. Nous avons mené une campagne de sensibilisation intense dans l'arène publique. Nous avons réalisé que les populations autochtones n'auraient jamais un procès équitable en Équateur si elles ne faisaient pas la lumière sur ce qui leur était arrivé et n'obtenaient pas le soutien du public".

Tant le juge qui a supervisé l'action en justice contre Donziger pour "racket" que l'entreprise Chevron elle-même "affirment que ce genre de chose ce n'est pas bien", a-t-il déclaré.

"L'ironie est qu'on ne faisait que ce que les grandes compagnies pétrolières ont toujours fait. Elles opèrent toujours dans le domaine des relations publiques, font du lobbying auprès du Congrès pour faire passer des lois permettant d'étouffer certaines poursuites légales, rencontrent les dirigeants politiques en coulisse. Elles opèrent à tous les niveaux possibles pour maintenir leur pouvoir. On a été assez malins pour les rencontrer sur leur terrain et les empêcher de saper l'impartialité du procès. C'est comme ça qu'elles font. Elles essaient de contrôler les tribunaux."

"Mon expérience journalistique m'a rendu sensible à l'injustice. Elle m'a permis de comprendre les médias. Je savais comment écrire des communiqués de presse, ce qui est important quand on est face à une affaire aussi publique que celle-là. Je savais comment travailler sur plusieurs fronts pour mobiliser des énergies positives autour de l'affaire. Travailler dans le domaine des droits humains implique, avant tout, de rendre justice aux victimes. Mais il est tout aussi important que les auteurs de ces crimes soient tenus pour responsables. Le fait que je sois aujourd'hui détenu montre où nous en sommes rendus et combien Chevron se sent menacée. Ce n'est pas le signe de notre échec. Bien au contraire."

Retour de Chevron devant la Cour de New York

Chevron, ayant quitté l'Equateur, se présente de nouveau devant la cour de New York, où Donziger avait engagé la première procédure avant que Chevron n'obtienne que ce soit jugé en Equateur, et ne poursuive Donziger, en utilisant partie de la loi fédérale sur les tribunaux civils, célèbre pour avoir permis de démanteler la mafia new-yorkaise dans les années 1970, la Loi contre les organisations corrompues et opérant du racket (RICO Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act).

En fait, "ils m'ont poursuivi en tant que racketteur civil, au nom de la loi civile RICO à hauteur de 60 milliards de dollars", dit-il. "C'était la plus grosse somme d'argent pour laquelle un citoyen américain individuel ait jamais été poursuivi. Cela a commencé par une campagne de dix ans vouée à me diaboliser, orchestrée par Chevron et ses alliés judiciaires."



(Image extraite d'une vidéo d'Amazon Watch et Frente de Defensa de la Amazonia)

Selon des documents de la cour, Chevron, qui dispose de plus de 260 milliards de dollars d'actifs, a embauché environ 2

000 avocats travaillant dans 60 cabinets pour mener cette campagne. Le géant pétrolier a abandonné ses poursuites pour dommages et intérêts quelques semaines avant le procès RICO, qui aurait dû être un procès devant jury. Le juge Lewis A. Kaplan, ancien avocat pour l'industrie du tabac, qui avait fait des investissements confidentiels dans des fonds dans lesquels Chevron avait des parts, selon sa déclaration publique de divulgation financière, a décidé seul du procès RICO. Il a déclaré fiable un témoin du nom d'Alberto Guerra, installé aux Etats-Unis par Chevron pour un coût de 2 millions de dollars, qui déclarait que le verdict équatorien était le fruit d'un pot-de-vin. Kaplan s'est servi du témoignage de Guerra comme d'une preuve primordiale pour soutenir les charges de racket, bien que Guerra, un ancien juge, ait admis plus tard devant un tribunal international qu'il avait falsifié son témoignage.

"[Kaplan] ne m'a pas autorisé à présenter la moindre des preuves environnementales utilisées par les cours équatoriennes pour déclarer Chevron responsable", a précisé Donziger. "Il ne m'a pas laissé témoigner en direct en mon nom propre. Il a permis à Chevron d'utiliser des témoins secrets dont les identités ne m'étaient pas connues. Il a essayé de traiter l'affaire comme une affaire de sécurité nationale pour me diaboliser. Car la stratégie de Chevron consiste à me diaboliser pour détourner l'attention de ses crimes environnementaux en Équateur. Et le juge Kaplan, qui connaît toutes les ficelles parce qu'il a travaillé pour Brown & Williamson (compagnie de tabac), quand il était avocat au cabinet de Paul Weiss. Il connaît le guide de l'industrie du tabac qu'ils ont utilisé pendant des années et des années et qu'ils continuent à utiliser. Et il a travaillé avec les avocats de Chevron chez Gibson, Dunn & Crutcher pour les appliquer contre moi sans qu'il y ait un jury. Et je n'ai rien pu faire contre cela".

(Paul, Weiss est un grand cabinet d'avocats qui conseille actuellement Chevron pour l'achat d'une autre compagnie énergétique pour un montant de 13 milliards de dollars.)

"Comme une chèvre attachée à un piquet"

John Keker, l'un des avocats de Donziger dans cette affaire, dit que Chevron avait jusqu'à 160 avocats et que pendant le procès il s'est senti "comme une chèvre attachée à un piquet." Il décrit les procédures du procès mené sous l'autorité de Kaplan comme "une farce à la Dickens" et un "simulacre de procès". Au final, Kaplan a décidé que le jugement du tribunal équatorien contre Chevron était le résultat d'une fraude.

Il a aussi exigé de Donziger qu'il remette à Chevron toutes les communications avec ses clients sur une période d'une décennie, abrogeant ainsi le secret professionnel entre un avocat et son client, l'une des bases du système judiciaire anglo-américain dont les racines remontent à la Rome antique. Donziger a fait appel de ce qui était, pour les juristes qui suivaient l'affaire, un ordre sans précédent et illégal. Alors que l'appel de Donziger était en suspens, Kaplan l'a poursuivi pour outrage à magistrat en raison de sa position de principe, de même que pour son refus de remettre son passeport et son matériel électronique et de cesser de demander le versement des dommages suite à la décision originelle contre Chevron.

Quand il s'avéra que les charges d'outrage à magistrat à l'encontre de l'avocat environnementaliste avaient été ignorées par le bureau du procureur des Etats-Unis pendant plus de cinq ans, le juge Kaplan, dans une manoeuvre judiciaire extrêmement rare, a nommé le cabinet d'avocats privé Seward & Kissel, pour continuer les poursuites à l'encontre de Donziger au nom du gouvernement. Ni le juge ni le cabinet n'ont révélé que Chevron était un ancien client de Seward & Kissel.

Kaplan a aussi violé le protocole établi d'attribution aléatoire des cas en désignant Loretta Preska, membre de l'organisation de droite Federalist Society, pour instruire l'affaire. Chevron est un gros donateur de la Federalist Society. Preska, dans une démonstration de parti pris, a d'ores et déjà déclaré que les charges contre Donziger apparaissaient "très solides", d'après Courthouse News. En mai, elle a rejeté la demande faite par Donziger d'être entendu devant un jury.

"La dernière chose qu'il veulent, c'est qu'un groupe de citoyens ordinaires voient ce qui est arrivé à Steven Donziger," a déclaré Rick Friedman, l'un des avocats de Donziger, à propos de Chevron.

L'allégeance de Preska au pouvoir des multinationales a déjà été démontrée de façon publique en 2013 quand elle a infligé une condamnation à dix ans de prison, le maximum autorisé dans le cas d'un accord, à Jeremy Hammond, un activiste qui a piraté Stratfor, une entreprise de sécurité privée. Hammond a rendu public un déluge de courriels internes accablants et dévoilé l'adresse de courriel et le mot de passe d'un compte utilisé à titre professionnel par Thomas Kavalier, le mari de Preska, et lui-même partenaire du cabinet d'avocats Cahill Gordon & Reindel. Preska, en dépit de ce conflit d'intérêts, a refusé de se récuser. Une sentence de dix ans est, dans l'histoire des Etats Unis, la condamnation la plus longue infligée pour piratage informatique.

Kaplan a obtenu de Preska qu'elle exige de Donziger le paiement d'une caution de 800 000 dollars pour un délit mineur. Preska l'a assigné à résidence et lui a confisqué son passeport alors que celui-ci lui permettait de rencontrer des avocats partout dans le monde en vue de faire respecter le jugement contre Chevron. Kaplan a même réussi à faire radier Donziger du barreau. Il a permis à Chevron de geler ses comptes bancaires, de lui coller plusieurs millions d'amendes

sans lui permettre de se défendre devant un jury, de lui imposer de porter 24 heures sur 24 un bracelet électronique à la cheville et a effectivement mis fin à sa capacité de gagner sa vie. Kaplan a aussi permis à Chevron d'imposer un nantissement sur l'appartement de Manhattan que Donziger occupe avec sa femme et leur fils adolescent.



Loretta Preska (cour fédérale de district, Wikimedia Commons)

Procès sans jury prévu pour le 9 septembre

Le procès pour outrage de Donziger aura lieu en l'absence de jury à New York à partir du 9 septembre. C'est Preska qui le présidera. Aucun procès criminel n'a eu lieu devant la cour fédérale de Manhattan depuis mars en raison de la pandémie.

Le procès de Donziger devrait donc être le premier, bien que des milliers d'autres prévenus attendent, dans des prisons infestées par la Covid-19, de savoir quand ils pourront être jugés pour des accusations criminelles bien plus sérieuses. Les quatre avocats bénévoles de Donziger disent ne pas vouloir risquer leur vie en se rendant à New York pendant la pandémie pour ce qui reste un délit mineur.

"Le jugement contre la Chevron Corporation en Equateur était entâché de fraude, de subornation et corruption", a déclaré Sean Comey, conseiller principal pour les affaires extérieures de Chevron Corporation, quand je lui ai demandé de commenter l'affaire.

"Steven Donziger est un menteur patenté et un racketteur condamné. Il a commis des actes criminels aux Etats-Unis et à l'étranger dans le but de poursuivre son plan d'extorsion devant les tribunaux équatoriens. Le non respect continu de la loi par Donziger est désormais du ressort des procureurs et des tribunaux américains. Chevron n'est pas impliquée dans les poursuites pénales à l'encontre de Donziger."

La corruption et le détournement flagrants du système judiciaire pour lamentablement servir les intérêts des entreprises dans l'affaire Donziger démontre le profond déclin de nos institutions judiciaires et démocratiques, un déclin encouragé par les administrations démocrates qui ont rempli les tribunaux d'avocats d'entreprise - Kaplan a été nommé par Bill Clinton - et le président Donal Trump, qui a élevé plusieurs idéologues sélectionnés par la Federalist Society au rang de juges.

Dans l'affaire Donziger, les décisions rendues ont ignoré ou grossièrement dénaturé la loi au nom de Chevron pour s'assurer que Donziger soit poursuivi, emprisonné et endetté à vie - tout en s'assurant que les 9,5 milliards de dommages et intérêts ne soient jamais versés à leurs victimes, la population lésée en Equateur.

L'Association internationale des juristes démocrates (AIJD) et le comité international de la Guilde national des avocats a publié une lettre signée par plus de 70 organisations qualifiant la persécution de Donziger d' "attaque contre l'Etat de droit".

La lettre déclarait son assignation à résidence "sans précédent" et condamnait le fait qu'il soit la cible de ce qu'ils appelaient "l'une des affaires de responsabilité d'entreprise et de droits humains la plus importantes de notre époque". La lettre accusait Kaplan de "violation des notions élémentaires d'impartialité dans la procédure judiciaire qui se trouve au centre de l'Etat de droit."

"On ne peut pas permettre que l'Etat de droit soit bafoué par les intérêts des entreprises et un juge fédéral extrêmement partial dont l'objectif est de détruire la détermination d'un avocat qui a déjà enduré des décennies d'un procès brutal et de douloureuses attaques personnelles et professionnelles", pouvait on encore lire dans la lettre.

Tuer l'histoire

Chevron a également utilisé de son influence et de ses fonds publicitaires pour empêcher que l'histoire ne paraisse et ce, dans de nombreux médias.

Concernant un reportage éventuel sur l'affaire par le bureau Fox News de Miami, on peut lire dans une note interne de Chevron, datée du 10 août 2010 : "En fonction de la façon dont l'histoire évolue, nous avons lancé une offensive majeure pour le faire disparaître ou le rediriger".

"En plus de notre action via le bureau de Miami, nous avons joint d'autres journalistes expérimentés de Fox News, à la fois à New York (par Dana) et Washington (par Greg Mueller). Donc, nous essayons d'attaquer cette histoire par tous les côtés. Dans ce but, Kent doit parler; aujourd'hui à 13h30, avec John Stack et Sean Smith qui travaillent pour Fox News à New York. Enfin, si besoin, je pense que nous pourrions jouer la carte JSW avec Roger Ailes. On a vérifié que John était disponible pour appeler Roger, mais son premier créneau est demain après-midi.»

"De 2010 à 2018, John S. Watson était le PDG et président de la Chevron Corporation.»

L'histoire a bien été tuée.



John Watson de Chevron (Government.ru, CC BY 4.0, Wikimedia Commons)

Une autre note interne détaille les étapes, elles aussi couronnées de succès, pour éviter qu'une histoire semblable ne soit publiée dans le magazine GQ. La note suggère que Chevron collabore "avec la revue Columbia Journalism Review (qui a subi les foudres de 60 Minutes) et le Media Research Center pour dévoiler tout niveau de parti pris affiché par GQ et émettre des alertes sur leurs techniques journalistiques avant cette publication."

La note recommande de faire savoir au magazine qu'il encourra des poursuites judiciaires si l'article est publié et appelle les enquêteurs de Chevron à "continuer de mener des vérifications préalables quand au journaliste". Chevron a aussi engagé des journalistes pour produire de faux articles qui répandent la propagande de l'entreprise sur des sites de fake news qu'elle gère.

Le New York Times Magazine, plus tôt cette l'année, a envisagé un article au sujet de Donziger mais en a finalement abandonné l'idée. Le journal possède sa propre agence de publicité, T Brand Studio. Chevron en est un gros client, ce qui signifie que le New York Times, via T Brand Studio, produit de la publicité pour Chevron.

Jake Silverstein, le rédacteur en chef du magazine, quand la question lui a été posée, a répondu par courriel : "C'était l'une des nombreuses histoires que William [Langewiesche] envisageait d'écrire pour nous l'année passée, une histoire que nous avons finalement choisi de ne pas lui confier. De nombreux facteurs sont pris en compte dans nos décisions d'affecter tel ou tel sujet, mais aucun de ces facteurs n'a jamais été qui est ou n'est pas client de T Brand Studio ou d'aucune autre partie de l'activité publicitaire du journal."

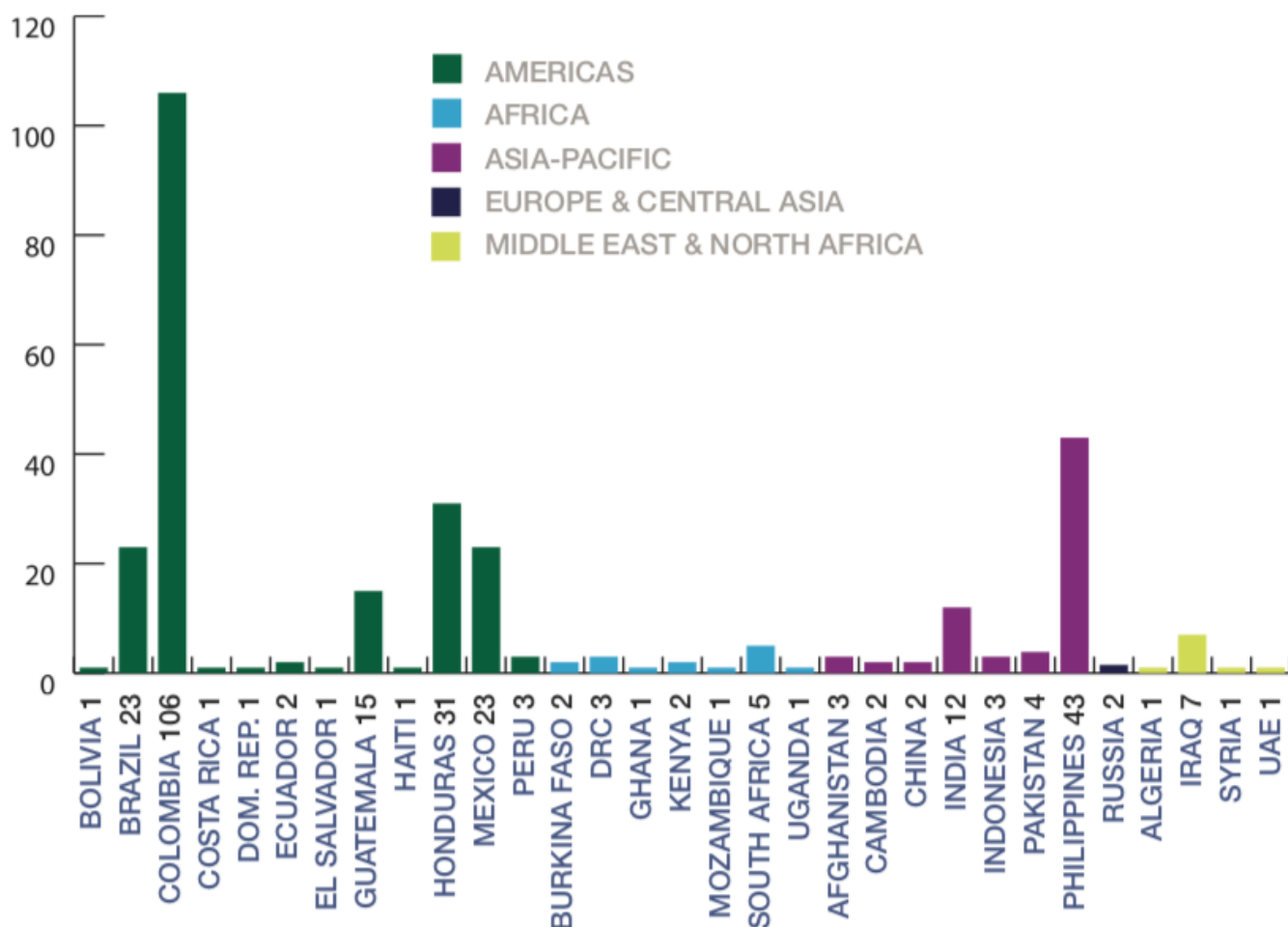
Dean Baquet, le rédacteur en chef exécutif du journal, a déclaré, quand je l'ai contacté par courriel, que l'idée que l'article du magazine sur Donziger ait été supprimé parce que Chevron est un annonceur majeur est "une affirmation ridicule". Il a ajouté : "Je ne savais même pas que Chevron travaillait avec T Brand [Studio]."

Mais le fait que Chevron a investi des ressources considérables pour étouffer les articles autour de cette affaire est indéniable étant données les campagnes détaillées destinées à bloquer toute couverture et qui sont décrites dans ses

notes internes.

"J'ai vécu ça avec les médias à de multiples reprises au cours des dix à quinze dernières années", dit Donziger. "Une entité commence à écrire sur l'affaire, passe beaucoup de temps dessus, puis le reporter disparaît. L'article n'est pas publié."

Tandis que The Nation, The Intercept et Courthouse News Service ont parlé de la bataille judiciaire que mène Donziger, aucun parmi les grands médias ne l'a fait.



Les défenseurs de la cause des droits humains, par pays, tués en 2019, selon le rapport Mémorial international des défenseurs de la cause des droits de l'homme (Front Line Defenders Global Analysis 2019)

"L'influence des entreprises sur notre système judiciaire a augmenté de façon spectaculaire ces dernières années," dit Donziger. "Cette entreprise [Chevron] s'est emparée d'une fraction de pouvoir du gouvernement et s'en est servi contre un militant de la cause des droits humains."

L'organisation Front Line Defenders a publié en 2019 un rapport qui révélait que 300 militants de la cause des droits humains avaient été assassinés dans 31 pays, dont plus des deux tiers en Amérique latine. Parmi ces victimes, 40% défendaient les droits fonciers, les peuples autochtones et la justice environnementale.

"Ce qui est choquant pour nombre de personnes, c'est que ça arrive aujourd'hui aux Etats-Unis", dit Donziger. "Je ne veux pas parler de meurtre, mais de lente agonie. Au minimum, Chevron ne veut pas que je sois avocat. Ils ne veulent pas que je défende des causes même sans être avocat. Ils veulent me faire taire. Ils veulent tuer la moindre affaire. Ils préfèrent qu'aucun article ne soit écrit sur cette affaire, même pas un article positif qui défende leur position. Ils ne veulent pas que les gens en entendent parler. Ils veulent effacer ça du mécanisme de pensée des gens."

"Je ne peux pas obtenir un procès équitable avec une juge nommée par le juge Kaplan plutôt qu'affectée de façon aléatoire, ce qui est la norme", a-t-il déploré. "Je ne peux pas obtenir un procès équitable avec un procureur dont le cabinet d'avocats [a travaillé] pour Chevron. Ce sont des conflits d'intérêts scandaleux. C'est une faute professionnelle à grande échelle. J'ai été emprisonné quatre fois plus longtemps que la peine la plus longue jamais infligée à New York à un avocat pour outrage. Quiconque se soucie de l'Etat de droit devrait être atterré."